

**Convention collective départementale**

IDCC : 9161. – **ENTREPRISES AGRICOLES DE POLY CULTURE,  
ÉLEVAGE, VITICULTURE, HORTICULTURE ET PÉPINIÈRES  
(CHARENTE)  
(7 juin 1990)**

(Etendue par arrêté du 13 juin 1991,  
*Journal officiel* du 29 juin 1991)

■ *Journal officiel* du 16 décembre 2009

**Arrêté du 8 décembre 2009 portant extension d'un accord collectif  
sur un régime d'assurance complémentaire frais de santé appli-  
cable aux salariés non cadres des exploitations agricoles de poly-  
culture, élevage, viticulture, horticulture, pépinières, entreprises  
des territoires et coopératives d'utilisation de matériel agricole  
de la Charente**

NOR : AGRS0929669A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'accord collectif du 2 juin 2009 sur un régime d'assurance complé-  
mentaire frais de santé applicable aux salariés non cadres des exploitations  
agricoles de polyculture, élevage, viticulture, horticulture, pépinières, entre-  
prises des territoires et coopératives d'utilisation de matériel agricole de la  
Charente ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 22 octo-  
bre 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la  
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans son champ d'application, les dispositions de l'accord collectif  
du 2 juin 2009 sur un régime d'assurance complémentaire frais de santé

applicable aux salariés non cadres des exploitations agricoles de polyculture, élevage, viticulture, horticulture, pépinières, entreprises des territoires et coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Charente, à l'exclusion des termes : « à l'article 7 » figurant dans l'article 3 (Antériorité des régimes d'assurance complémentaire santé obligatoire d'entreprise) et également de l'article 8 (Garanties).

Les dispositions de l'article 3 (Antériorité des régimes d'assurance complémentaire santé obligatoire d'entreprise) sont étendues sous réserve du respect de l'article 7 modifié de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Les dispositions de l'article 10 (Cotisations) sont étendues sous réserve du respect des articles L. 871-1, R. 871-1 et R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur adjoint,*

P. AUZARY

*Nota.* – Le texte de cet accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/37, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.